

Tokyo partenaire actif de l'OTAN ? (Brève analyse)

Jacques Le Dauphin
22 janvier 2007

La tournée européenne du Premier ministre japonais, Shinzo Abe, en janvier 2007, a été, à juste titre, suivie avec beaucoup d'attention. Les étapes retenues, Berlin, Londres, Bruxelles, et Paris, sont déjà, en elles-mêmes révélatrices des nouvelles options diplomatiques nippones. Le point d'orgue de cette tournée fut sans conteste la visite de Shinzo Abe au siège de l'OTAN à Bruxelles. Accueilli avec beaucoup de satisfaction par le secrétaire général de l'Organisation Jaap de Hoop Scheffer, n'hésitant pas à qualifier l'événement « d'historique », Shinzo Abe s'est exprimé devant le Conseil de l'Atlantique Nord, qui comme on le sait est composé des ambassadeurs des 26 pays membres. (Cette intervention figure dans le document). En substance il a fait part de la volonté de son pays « de collaborer avec l'OTAN, afin de bâtir une confiance particulière ». Il n'hésite pas de parler de « relation structurée ». Au lendemain du sommet de l'OTAN à Riga, Washington ne peut que se réjouir d'une telle prestation. On se rappellera que les Etats-Unis avaient lors de ce sommet rencontré quelques difficultés à faire prévaloir des ambitions planétaires pour l'Alliance Atlantique.

Deux visées s'articulent étroitement. Présenté souvent comme un « faucon », Shinzo Abe veut imposer le Japon sur la scène mondiale, comme une puissance à part entière dans tous les domaines, y compris militaire. C'est pourquoi il souhaite vivement tourner la page de l'après deuxième guerre mondiale et se dégager du pacifisme constitutionnel. Malgré de vives réticences dans l'opinion japonaise il envisage de soumettre par référendum l'amendement de la loi fondamentale de 1947, afin de réviser notamment l'article 9, concernant « le renoncement à la guerre ». En prélude, le 9 janvier 2007, l'Agence de défense a été transformée en « ministère de la défense ». Dans cette ambition l'archipel peut déjà se targuer d'un des plus gros budgets militaires du monde (32 milliards d'euros), et en dépit de l'article 9, il est devenu une puissance d'un rang comparable à la France ou au Royaume Uni, moyens nucléaires acceptés. Le Japon dispose de forces de 155 000 hommes qui ont déjà fait leurs preuves, en opérations de soutien aux forces américaines dans l'Océan indien, via l'Afghanistan, en opérations directes en Irak. Le paravent de l'OTAN semble un bon moyen pour banaliser le retour en force d'une armée nipponne.

Ainsi le Japon réaffirme –t-il avec toujours plus de force sa volonté, exprimée depuis plusieurs années de redevenir une puissance « normale » à l'image de celles de ses partenaires du G8 (*). Le Japon brigue aussi une place de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. La « normalisation » de l'archipel s'inscrit dans la stratégie de superpuissance des Etats-Unis et recueille ainsi le soutien total de Washington. Présentant le Japon comme le partenaire naturel de l'Europe en Asie, Tokyo sollicite aussi le soutien des Européens. Shinzo Abe pense obtenir une plus grande implication de l'Union européenne, comme de l'OTAN, sur le dossier nucléaire de la Corée du Nord. Il cherche également bien entendu à contenir l'attraction croissante qu'exerce la Chine sur nombre de pays européens.

Comme on le voit le périple européen de Shinzo Abe n'avait rien d'un voyage touristique. Quelle portée de l'événement peut-on souligner au plan géostratégique ? Cette ouverture japonaise, concertée ou non, s'inscrit pleinement dans la vision de Washington d'une OTAN à vocation mondiale, sur laquelle plusieurs pays européens, dont la France, ont manifesté à Riga leur hostilité. Toutefois ces derniers avaient admis le principe d'entériner des partenariats au « cas par cas ». C'était un possible engrenage comme le montre le cas japonais. On mesure ainsi combien l'ambiguïté de certains termes de la déclaration finale adoptée à Riga peut s'avérer dangereuse, car susceptibles d'ouvrir la voie à de nouvelles offensives des Etats-Unis. L'opinion se doit de peser sur tous les continents.

(*) : On lira avec profit l'étude de Patrice Jorland, «Le Japon, une puissance en voie de normalisation ? »- Recherches Internationales No 76 -2/06